



Industrie  
Canada

Industry  
Canada

Canada

Accueil > Salle des médias > Discours

## **Notes d'allocation**

**L'honorable Tony Clement, C.P., député  
Ministre de l'Industrie**

### **Annnonce d'un financement à la Banque de développement du Canada**

**Toronto (Ontario)  
Le 15 juin 2009**

#### **La version prononcée fait foi**

Bonjour à tous et merci de vous être déplacés.

On a recensé plus de 2,3 millions d'établissements commerciaux au Canada. Les petites et moyennes entreprises comptent pour 98 p. 100 de toutes les sociétés canadiennes et emploient près de la moitié de la main-d'œuvre du secteur privé.

Représentant tous les secteurs, elles sont la base de notre économie. En fait, les entreprises qui emploient 50 employés ou moins sont tributaires de près du quart du produit intérieur brut du Canada.

Cependant, la situation économique mondiale a une incidence ici même au pays. Les petites et moyennes entreprises — en fait, presque toutes les entreprises — affrontent aujourd'hui un milieu concurrentiel très difficile et ont de la difficulté à obtenir du crédit.

De nombreuses entreprises signalent qu'il est plus difficile d'obtenir des prêts et d'autres formes de financement. L'aide à leur croissance et au maintien de leur rentabilité est cruciale dans les circonstances les plus favorables et l'est encore davantage à ce moment-ci. La santé économique de notre pays dépend de la capacité de ces sociétés à s'épanouir et à prospérer.

Il importe que le Canada maintienne un milieu d'affaires favorable, surtout quand l'économie est incertaine.

Dans cette optique, notre gouvernement est conscient du fait qu'il peut soutenir les entreprises canadiennes en finançant la Banque de développement du Canada, ou BDC. Aujourd'hui, je suis heureux d'annoncer que nous accordons un financement total de 450 millions de dollars à la BDC.

La première tranche de financement de 100 millions de dollars permettra la création de la Garantie marge de crédit d'exploitation. Cette mesure s'inscrira dans le cadre du Programme de crédit aux entreprises, une composante du Cadre de financement exceptionnel annoncé dans le *Plan d'action économique du Canada*.

Il s'agit d'un mécanisme temporaire qui permettra à la BDC de garantir une partie des lignes de crédit que les institutions financières accordent à leur clientèle. Cette garantie s'ajoute à celle que les banques offrent déjà et va plus loin encore. Grâce à cette garantie, les institutions financières

et la BDC partageront le risque, tout en procurant un soutien accru à leurs clients au moment où ils en ont le plus besoin.

Cela signifie qu'il sera plus facile pour les banques canadiennes de fournir un financement aux petites et moyennes entreprises qui constituent le pivot de notre économie. Je suis heureux de signaler que plusieurs grandes institutions prêteuses du Canada ont déjà accepté de s'associer à cette garantie et que d'autres viendront s'ajouter dans les prochains jours.

La Garantie marge de crédit d'exploitation aura sur le marché une incidence totale d'au moins 300 millions de dollars — des fonds que les entreprises canadiennes peuvent utiliser. Elle s'applique aux marges dont les limites autorisées se situent entre 400 000 \$ et 40 millions de dollars. Elle sera attribuée à titre de volet du Programme de crédit aux entreprises, qui est administré par la BDC et Exportation et développement Canada.

La Garantie marge de crédit d'exploitation, d'une valeur de 100 millions, est combinée à une injection antérieure de 250 millions de dollars au titre de l'octroi de prêts à terme par la BDC. Elle permettra à la Banque de fournir un financement supplémentaire d'au moins 1,5 milliard de dollars aux entreprises canadiennes.

Il s'agit d'une bonne nouvelle pour les entreprises canadiennes!

Ce matin, je suis également heureux d'annoncer que le gouvernement versera 350 millions de dollars sur trois ans dans les opérations de capital de risque de la BDC. Ce premier montant de 260 millions de dollars permettra à la Banque de réaliser des investissements directs dans des entreprises canadiennes qui font actuellement partie de son portefeuille. La BDC sera également en mesure d'investir dans de nouvelles sociétés technologiques et dans des entreprises de technologie déjà établies.

En outre, la BDC engagera 90 millions de dollars sur trois ans dans des fonds canadiens privés et indépendants de capital de risque. Ce financement s'ajoute aux fonds de capital de risque de 75 millions de dollars alloués dans le budget de 2008.

Nous savons qu'à l'instar de tous les secteurs de l'économie canadienne, celui du capital de risque éprouve des difficultés. Mais nous sommes également conscients que sa solidité est cruciale pour la réussite du pays. Ce secteur joue un rôle clé dans le soutien des entreprises à fort potentiel de croissance qui stimuleront notre économie. Et il joue un rôle clé en aidant le Canada à produire des sociétés de calibre mondial qui sont reconnues dans le monde entier.

L'engagement de notre gouvernement d'accélérer le capital de risque aidera à édifier une industrie durable à long terme. Il permettra aussi au Canada de maintenir une masse critique de sociétés canadiennes de capital de risque. Celles-ci pourraient être utilisées par les entrepreneurs, les innovateurs et les petites et moyennes entreprises.

Cet investissement fait clairement savoir que le gouvernement du Canada est déterminé à assurer le développement de marchés de risque, reconnaissant le rôle crucial que joue le capital de risque dans la transformation des idées et du fruit des recherches en nouveaux produits et services. Ce que nous affirmons aujourd'hui, c'est que le capital de risque s'inscrit autant dans notre programme économique que dans notre stratégie des sciences et de la technologie.

Mesdames et Messieurs, grâce à l'engagement gouvernemental annoncé aujourd'hui, c'est-à-dire en fournissant un financement supplémentaire aux entreprises et en renforçant le marché du capital de risque, nous prouvons, une fois de plus, que nous prenons des mesures concrètes afin d'aider les petites entreprises à réussir malgré l'instabilité économique actuelle.

Ce financement tire parti de nos réalisations dans le contexte du Plan d'action économique. Il s'agit d'interventions responsables et pratiques qui appuient les entreprises canadiennes

aujourd'hui et demain.

Bien qu'elle soit consciente que le présent ralentissement économique a pris naissance hors de nos frontières, la population canadienne attend de son gouvernement qu'il exerce le leadership stable dont notre pays a besoin.

Dans ses dépenses, notre gouvernement fait preuve de responsabilité et de stratégie afin d'aider les Canadiens et les collectivités à se rétablir sur le plan économique, tandis que nous affrontons le ralentissement actuel.

Nous sommes déterminés à faire tout ce qu'il faut pour soutenir les travailleurs et les entreprises et pour protéger l'avenir du Canada. Nous savons que la situation économique actuelle s'améliorera et que les Canadiens seront bien placés afin de tirer profit des nouvelles possibilités qui surgiront.

Au nom du premier ministre Stephen Harper et du gouvernement du Canada, je veux réaffirmer notre profond engagement envers le renforcement de notre économie. Nous consultons la population canadienne et prenons des mesures en vue de sortir de la récession et de nous réorienter vers la prospérité.

Je vous remercie.

Date de modification : 2009-06-15

